



Taux actuels de d'émaciation : 21% retard de croissance : 38.4% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 35.7%

Source: Gouvernement indien (NFHS-4, 2015-16)

Bons résultats

- Inde : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Inde : ce pays a mis au point une stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Inde : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2013-2014.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Inde : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Inde : en 2015, 91.7% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Inde : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Inde : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Inde : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (12th Five Year Plan) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Inde : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/politique nationale en matière de nutrition et établi des objectifs de nutrition clairs assortis de délais, on note toujours l'absence de mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques.
- Inde : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 53 % des enfants en 2015.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (44.2% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	6%	2013	20e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	3.4%	2015	38e ex aequo
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Bon	2016	10e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Bon	2013	15e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	71.9%	2013-2014	19e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Moyen	2016	5e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Moyen	2017	10e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	4e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo

¹ Pas de benchmark² Pas de benchmark³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2017	22e ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	53%	2015	32e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	91.7%	2015	9e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	44.2%	2015	19e
Visites médicales pour les femmes enceintes	89.7%	2014	26e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2012-2017	35e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Non	2017	40e ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2013-2014	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2016	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel